



BORDEAUX

Déclaration CTA du 23 mars 2021

Madame la Rectrice, Mesdames et Messieurs les membres du CTA,

La situation épidémique continue de se détériorer, y compris dans notre académie : absences qui se multiplient chez les personnels parce qu'ils sont cas contacts, parce qu'ils sont symptomatiques et se font tester, et, pour nombre d'entre eux parce qu'ils sont positifs. Réorganisations incessantes de l'accueil des élèves qui obligent à des brassages en contrevenant au protocole sanitaire sont le lot quotidien et épuisent les personnels.

Je n'évoquerai que le courrier de demande d'aide que vous ont adressé hier les représentants des personnels enseignants du collège Capeyron Mérignac.

L'UNSA Education souhaite se faire l'écho de l'inquiétude grandissante des personnels. Nous sommes tous ici persuadés que le maintien de l'Ecole en présentiel est indispensable.

Mais nous demandons au gouvernement les moyens de cette politique :

- Un accès prioritaire à la vaccination pour les personnels des écoles et établissements scolaires.
- La suspension du jour de carence en cas d'arrêt-maladie occasionné par des effets indésirables dus au vaccin, afin de lever les freins à la vaccination.
- L'entière gratuité des tests RT-PCR effectués dans le cadre d'une campagne organisée par le Ministère de l'Éducation nationale : un euro au titre de la participation forfaitaire à la charge des personnes testées n'est pas acceptable.
- Enfin des remplacements des personnels à la hauteur des besoins.

Concernant l'ordre du jour dense de ce CTA, l'essentiel va être consacré à ce que l'on nomme personnels non enseignants, pour d'aucuns les fonctions supports ...

L'UNSA Education souhaite ici mettre en lumière les invisibles de l'Education Nationale sans qui l'Ecole ne fonctionnerait pas.

La crise sanitaire a malheureusement mis un coup de projecteur sur les premiers dont je veux parler : les santé-sociaux. A l'heure où la presse se fait l'écho des conséquences de la pandémie chez les enfants, les ados, les jeunes –troubles alimentaires, comportementaux, santé mentale ...- la réponse ministérielle est **RIEN**. Aucune création de poste dans notre Académie pour les infirmiers, assistants sociaux ni pour les psyen. Même en dehors de la crise et de ses conséquences, l'UNSA Education veut redire leur rôle majeur au sein de l'Education Nationale : est-il besoin de rappeler, entre autres, les drames récents liés au harcèlement scolaire pour ne donner qu'un exemple parmi tant d'autres de l'enjeu majeur de l'approche pluri-professionnelle dans nos écoles, nos établissements ?

Nous interviendrons au fur et à mesure de l'ordre du jour mais nous tenons à rappeler ici nos mandats :

- **Non** aux redéploiements pour pallier la pénurie d'emplois
- **Non** à la normalisation des demi-postes ou postes partagés
- **Oui** à des équipes complètes et pluri-professionnelles

La crise sanitaire a exacerbé les mauvaises conditions de travail des personnels de l'Education Nationale. Il est plus que temps de reconnaître leur surinvestissement en créant des primes de reconnaissance et des postes à la hauteur des besoins d'un Grand Service Public d'Education.

Notre fierté collective, notre sens du service public ne peuvent être la seule réponse au risque de voir notre système implorer.

*Pour les élus UNSA Education au CTA,
Evelyne FAUGEROLLE*



UNSA Education Aquitaine 33bis rue de Carros 33800 BORDEAUX

bordeaux@unsa-education.org